
N^o. X X I I.

L'AMI DU PEUPLE,

o u

LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE, LIBRE ET IMPARTIAL,

PAR UNE SOCIÉTÉ DE PATRIOTES,

ET rédigé par M. MARAT, Auteur de l'OFFRANDE
A LA PATRIE, du MONITEUR, & du PLAN
DE CONSTITUTION, &c.

Vitam impendere vero.

VERSAILLES ET PARIS.

Du Vendredi 2 Octobre 1789.

ASSEMBLÉE NATIONALE

Du 30 Septembre 1789.

Séance du soir.

*Rapport de l'Affaire des opprimés de Mariembourg.
Situation désastreuse de la France, & manière
d'y remédier.*

APRÈS l'ouverture on est venu au rapport de
l'affaire de Mariembourg, dont quatre Citoyens
du nombre de ceux, qui, pour avoir destitué les
Officiers de l'ancienne Municipalité de leur Ville,
& en avoir nommé d'autres avoient été enlevés
du sein de leur famille dans la nuit du 13 Août

X

dernier ; puis chargés de fers & transférés dans les prisons d'Avesnes. On se rappellera que cet attentat contre la liberté individuelle avoit été attribué à M. d'Esterhazy , Commandant du Hainaut , que plusieurs Membres de l'Assemblée Nationale, sur la réclamation de ces quatre Citoyens, avoient proposé de blâmer la conduite de cet Officier , & qu'après de longues discussions l'Assemblée avoit décidé quelle manquoit de pieces décisives ; que le Comité de rapport seroit autorisé à les demander , qu'en attendant il prévient M. le Garde des Sceaux que l'avis de l'Assemblée Nationale étoit de requérir le pouvoir exécutif d'accorder un sursis aux détenus.

Aujourd'hui la scene a changé , ce ne sont pas les opprimés qui demandent justice , ni leur cause qu'on défend ; c'est leur oppresseur qui demande à être justifié , & dont on essaye de prouver l'innocence. En conséquence, le Comité des Rapports , d'après la supposition faite par M. d'Esterhazy , & d'après l'assurance donnée par le Lieutenant du Prévôt de la Maréchaussée d'Avesnes , que cet Officier avoit été faussement inculpé , a conclu à ce que M. le Président fut chargé d'écrire à M. d'Esterhazy , que l'Assemblée avoit vu avec satisfaction qu'il n'avoit eu aucune part à la persécution exercée envers les quatre Citoyens de Mariembourg , & à ce que , quant au surplus de l'affaire , il n'y eut pas lieu de délibérer.

Ces conclusions du Comité des Rapports ont donné lieu à beaucoup de débats. Un grand nombre d'amendements ont été proposés ; l'Assemblée les a tous rejetés , & elle a adopté les conclusions dans leur intégrité.

Dans le cours de la séance , M. le Président s'étant retiré par devers le Roi , pour le prier de revêtir de sa sanction plusieurs décrets de

l'Assemblée Nationale, il a été suppléé par M. de Clermont-Tonnerre, qui a levé la séance après l'admission des conclusions du Comité des Rapports.

Situation désastreuse de la France, & maniere d'y remédier.

Il paroît une Déclaration du Roi, pour sanctionner & faire exécuter divers articles de l'Assemblée Nationale, concernant la sortie & la circulation des Grains. En date du 27 Septembre 1789, & registrée en Parlement le 30 du même mois. Après un préambule dérisoire, le Ministre favori y fait prendre au Monarque l'ancien style des despotes. Il y présente le Souverain en *suppliant*, devant son simple mandataire, protocole insultant à la majesté d'un Peuple libre, & dont il auroit bien dû s'abstenir encore quelque temps. Rapportons en les propres termes : „ l'Assemblée Nationale partageant notre sollicitude & nos allarmes sur la cherté des grains & les difficultés qu'éprouve leur circulation dans l'intérieur du Royaume, a cru devoir décréter diverses dispositions par ses Arrêtés des 29 Août dernier, & 18 Septembre présent mois, qu'elle nous a supplié de sanctionner : A ces causes & autres à ce nous mouvant, de l'avis de notre Conseil, & de notre certaine science, pleine puissance & autorité Royale, nous avons dit, déclaré & ordonné, & par ces présentes signées de notre main, disons, déclarons & ordonnons, voulons & nous plaît ce qui suit : -- Quand à la science certaine du Prince, on ne sçait que trop à quoi s'en tenir. Quand à sa pleine puissance; grace à nos dignes délégués, elle est plus formidable que jamais; & ce seroit fait de nous pour toujours, si nous n'avions les armes à la main.

Jettons ici un coup-d'œil sur les principaux articles de cette Déclaration.

Art. premier. « La vente & circulation des grains & farines seront libres dans toute l'étendue de notre Royaume. Voulons que toute opposition qui y seroit apportée , soit considérée comme un attentat contre la sûreté & la sécurité du Peuple , & que ceux qui s'en rendront coupables , soient poursuivis extraordinairement & punis comme perturbateurs de l'ordre & du repos publics ». --- Ce sont donc les Agents du Ministre qu'il faudra punir comme perturbateurs ; & quelque peine qu'on leur inflige , on n'aura pas à craindre d'avoir puni des innocents. Au demeurant les dispositions de cet article sont excellentes pour endormir les hommes peu éclairés , & leurrer les hommes clair-voyants eux-mêmes ; si on ignoroit encore , que pour se soustraire à la fureur du Peuple , les Agents du Ministre parcourent les compagnes , & enlèvent par les mains vénales d'un grand nombre de paysans les grains de tous les marchés , où les Meûniers n'ont la liberté d'acheter que deux heures après qu'ils sont ouverts , c'est-à-dire , qu'ils sont vides. Ces rubriques des accapareurs ministériels sont connues. Celle que le Ministre emploiera pour soustraire ces misérables au châtimement le sont de même ; mais il seroit bon de les tenir sans cesse sous les yeux du Public , jusqu'à ce que l'indignation l'ait porté à venger ses droits.

Art. II. « Toute exportation de grains & farines hors du Royaume , sera & demeurera , par provision , défendue jusqu'à ce que , par Nous , il en ait été autrement ordonné , sous pareille peine , contre les contrevenants , d'être poursuivis extraordinairement & punis comme perturbateurs du repos

publie. » Observons au sujet de cet article & du précédent, que le Monarque s'y arroe le pouvoir suprême législatif, en statuant de son chef sur les cas où il dérogera à la Loi : attentat d'autant plus révoltant, qu'il est commis sous les yeux mêmes du Législateur, & que le Prince paroît se jouer de la Constitution, avant même qu'elle soit achevée.

Observons encore au sujet de cet article, que le Législateur y viole la sûreté publique, en menaçant les délinquants de poursuites extraordinaires. Arme terrible du despotisme ; tout Citoyen ne devant redouter jamais que les peines portées par la Loi.

Au moment même où l'on proclame cette Déclaration, les suites cruelles d'une Administration tyrannique se font sentir plus que jamais. Quoi ! toujours les boutiques des Boulangers assiégées ! Toujours les horreurs de la famine à redouter ! Toujours le Gouvernement accaparant les grains, & nous enlevant ceux du Royaume, pour nous vendre ceux de l'étranger, pour nous faire acheter au poids de l'or du pain qui nous empoisonne ! Il n'est que trop certain, mais pourra-t-on le croire, dans un temps où les greniers de la France regorgent de grains excellents, le Ministre favori continue à en faire venir à grand frais de l'Angleterre ! Du Havre à Etampes, les chemins sont couverts de chariots aux armes de France remplis de bled ; & d'Etampes à Versailles, les chemins sont couverts de chariots aux armes de France remplis de farine ; c'est donc là que le dépôt des subsistances de la Capitale est mis sous la garde d'un régiment plus que suspect, le seul qui ait refusé de prêter à la Nation serment de fidélité, lorsqu'on la fait venir ; & c'est de là que l'on affamera Paris, lorsqu'il sera de nouveau bloqué par les troupes qui s'en approchent peu-à-peu.

On voit du premier coup-d'œil le motif de cette opération désastreuse. Les coffres de l'Etat sont vides ; il faut de l'argent pour faire face aux dépenses publiques, on ne peut se passer de pain , & il leve , sur chaque individu , une contribution forcée : contribution accablante pour les malheureux , qui en supportent presque seuls le poids ! Je ne sçais si c'est là une spéculation d'homme d'Etat ; mais je sçais bien que c'est là une spéculation de faiseur d'affaires. Elle devoit ruiner toute confiance au Ministre : elle lui a aliéné le cœur des François qui pensent , & il ne le regagnera jamais ? Quel parti prendre dans des conjonctures aussi épineuses ? Celle que dictoit un cœur droit & un jugement exercé. Exposer à la Nation la profonde misère du Gouvernement , & demander des secours volontaires qui piquent l'amour propre , les seuls que le François soit toujours prêt à faire : tel donne cents mille livres pour être louangé un jour , qui ne donneroit pas cent écus pour sauver la France. Cela même ne suffisoit pas : il falloit cesser d'accaparer les grains après la récolte , employer la plus grande partie de l'armée à les battre , envoyer des Commissaires pour faire approvisionner les marchés , ramener l'abondance , & faire goûter au Peuple la consolation d'avoir du pain : des hommes qui ne se décident presque jamais que par l'impression du moment , se feroient abandonnés à sa foi ; mais le spectacle affligeant d'une profonde misère qui augmente , a fermé toutes les bourses après avoir glacé tous les cœurs.

Le mal ne fait qu'empirer , & un hiver désastreux se prépare , si l'on ne travaille jour & nuit à approvisionner Paris avant que les pluies aient rendu les chemins impraticables , & que les gelées aient interrompu la navigation. Quel remède ?

Ballayer de l'Hôtel de Ville tous les hommes suspects, les Pensionnaires Royaux, les Procureurs, les Avocats, les Académiciens, les Conseillers du Châtelet, des Commis de Cour de judicature, du Parlement, les Financiers, les Agioteurs & les Faiseurs de spéculations, avec le Bureau à leur tête; réduire à cinquante hommes raisonnables, indépendants & intègres, tout au plus les députés des Communes. Leur faire prêter serment d'une inviolabilité à toute épreuve. Les déclarer infâmes s'ils acceptent aucune place, pension ou gratification du Gouvernement; ne les laisser en place qu'un mois ou six semaines avant une nouvelle élection, les forcer de ne rien transiger qu'en public (1), & proscrire le plan de l'Administration Municipale adopté; plan uniquement propre à dépouiller les Districts de l'autorité, pour la concentrer dans les mains de leurs Représentants, à ériger l'Hôtel de Ville en aristocratie formidable, & à réduire les Citoyens à la plus honteuse servitude.

Ces MM. voient que je les sert en conscience; mais ils n'ont pas droit de se plaindre; qu'ils me

(1) Dans la dernière nomination des Districts, aux places d'Administrateurs. MM. de Vauvilliers, Moreau de Saint-Mery, Desfaucheret & de Joly, qui composent le bureau, se sont battus les flancs pour la faire tourner à leurs vues, en tordant les faits, falsifiant les suffrages pas levé & assis. Réduits à en venir à l'appel nominal, ils ont été forcés de dénoncer le vœu de chaque District. On conçoit bien que, s'ils avoient réussi dans leurs supercheries, l'Assemblée auroit nommé elle-même ses Administrateurs, & Dieu sait sur qui auroit tombé ce choix! Mais qui doute que, si cette sœue scandaleuse s'étoit passé sous les yeux du Public, ces beaux Messieurs n'eussent été chassés honteusement de l'Assemblée?

(194)

donnent sujet de louer leur conduite, & je serai leur plus zélé défenseur. S'ils persistent à sacrifier le Public à leurs perites passions, je les poursuivrai sans relâche. Et pour gage de ma parole, je prie tout Citoyen honnête, qui auroit contre quelques Députés de l'Hôtel de Ville, des faits graves de récusation, dont il puisse établir la preuve juridique, de vouloir bien me les adresser; je suis l'Avocat de la Nation, & je ne reculerai jamais.

Le prix de l'Abonnement pour ce Journal de 8 pages in-8º., & quelquefois plus, qui paroît tous les jours, est de 12 livres pour trois mois, franc de port par la poste, pour tout le Royaume.

On souscrit à Paris & en Province chez tous les Libraires.

A Paris, chez *DUFOUR*, rue des Cordeliers, Nº. 6.

Hôtel de Ville de Paris. Comité de Police.

Permis à la Poste de faire circuler le Journal rédigé par M. Marat, intitulé : *le Publiciste Parisien*. Au Comité de Police, ce 8 Septembre 1789. Signés, BROUSSONET. LERASLE. LEROUX. MONDE.

De l'Imprimerie de L. JORRY, rue
de la Huchette.